

Contribution de la fédération du Finistère
Convention retrouvons le peuple

Pour une information honnête et fiable

La crise politique que nous traversons est accentuée par un climat de défiance, d'affrontement, de sensationnalisme entretenu par les réseaux sociaux et plusieurs médias qui contribuent à polariser l'opinion publique.

Le groupe Bolloré représente un danger pour la liberté de la presse et la pluralité de l'information. On en a encore la preuve avec ce qui se passe au Journal du Dimanche. Comme dans les autres médias qu'il détient, le groupe Bolloré applique toujours la même stratégie : il instaure un rapport de force avec les rédactions, impose des dirigeants plus connus pour leurs orientation idéologique que pour leur qualité professionnelle et définit une ligne éditoriale qui accorde une place prépondérante à l'extrême-droite.

Le plus emblématique et le plus caricatural à cet égard est évidemment CNews qui n'est pas une chaîne d'information en continue mais une chaîne partisane, au service d'un projet clairement réactionnaire. Souvent condamnée par l'ARCOM, elle continue néanmoins à multiplier les provocations, à déformer la réalité et à agiter les peurs et la haine.

En acceptant de participer aux émissions de cette chaîne, qu'on le veuille ou non, on contribue à la valoriser et à maintenir l'illusion du respect du pluralisme. Penser qu'il serait possible de défendre des idées de gauche sur une chaîne entièrement vouée à faire la promotion des thèses défendues par l'extrême-droite, comme le grand remplacement, est une illusion.

Nous appelons donc l'ensemble des responsables de gauche à boycotter CNews et l'ensemble des chaînes du groupe Bolloré, en ne participant plus à leurs émissions et même, comme l'a fait Sophie Binet, secrétaire nationale de la CGT, en refusant de répondre aux questions de leurs reporters.

Nous appelons l'ARCOM à sanctionner plus sévèrement les dérapages commis par les chroniqueurs sur cette antenne.

Nous appelons à revenir sur la suppression de la redevance audiovisuelle afin de donner au service public les moyens de remplir sa mission et de donner une information fiable et objective en toute indépendance, sans craindre une réduction de son budget.